COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fait à Saint-Denis, le 6 novembre 2026

Têtu s'entête : la dérive idéologique comme boussole

Après des échanges nourris de près d'une heure par intervenant·e, nous espérions un travail journalistique sérieux et rigoureux. La parution du reportage « Carnet de Campagne » dans le dernier numéro de *Têtu*, le 16 septembre dernier, trahit brutalement la confiance accordée au journaliste ayant mené les entretiens.

Le Queer Lieu et l'association *Saint-Denis LGBTQI+* expriment leur colère face à un texte qui piétine la vérité de nos engagements et, plus largement, celle des habitant·es de la communauté queer dionysienne.

Une méthode journalistique questionnable

La méthode journalistique nous laisse pantois·es, entre propos déformés et réalité travestie pour coller à un narratif préétabli interrogeant sérieusement la ligne éditoriale du magazine.

Ainsi, le projet de départ en province de Laetitia et Andréa, dont le titre de l'article est tiré (« quand il entrera au collège, on partira »), est transformé en fuite de Saint-Denis.

Côté *Queer Lieu*, outre la formule « plus bobo tu meurs » transpirant un mépris non dissimulé, le magazine lui invente des activités fantaisistes : aucun potager partagé ni « conférences de gauche de rupture ». Nos actions sont résolument politiques et ancrées à gauche, mais elles ne sont en rien partisanes : entre boum, atelier couture et marché de créateur·ices, l'association s'inscrit sur des bases conviviales et ancrées dans le quotidien, au service de nos luttes et de notre visibilité.

Quant à l'orientation sexuelle erronée de Gwen, ce manque de rigueur de la part d'un média se revendiquant communautaire nous laisse dubitatif·ves. Une méthode visiblement appliquée à une grande partie des entretiens, comme en témoignent les cas de Juliette, Victor, Grégory et Tatiana.

La parole sera donnée spécifiquement à Juliette, Laetitia et Andréa à la fin de ce communiqué.

La caricature sécuritaire face à la réalité nationale

Résumer Saint-Denis à un enfer sécuritaire pour les personnes queer relève de la caricature idéologique.

Les agressions LGBTphobes explosent partout en France. Les affaires dramatiques récentes rappellent que la haine anti-LGBTQIA+ est un fléau national : du meurtre de Noahm à Metz à l'agression transphobe d'Ellie à Montpellier, en passant par celle de Pierre Picavet en plein Marais parisien, il s'agit d'un défi national, et non d'une fatalité dionysienne.

Instrumentaliser notre ville sert uniquement à nourrir des fantasmes sécuritaires en masquant la réalité générale.

Refus des amalgames et ancrage local

Nous condamnons fermement et sans réserve ce que nous considérons comme des propos aux relents racistes et islamophobes relayés par le magazine, en particulier à la cinquième page de l'article.

En s'amusant à opposer grossièrement les quartiers populaires aux personnes queer, celui-ci nourrit un amalgame dangereux qui cultive un terreau de haine et de rejet de l'altérité, pourtant au cœur des combats de notre communauté.

Au contraire, à Saint-Denis, notre défense des personnes LGBTQIA+ est indissociable de la solidarité locale et d'un antiracisme politique assumé, dans l'esprit du vivre-ensemble propre à ce territoire.

Un biais politique manifeste

Enfin, plaquer un narratif de « gauches irréconciliables » en ne donnant la parole qu'à un seul acteur politique, tête de liste centre-droit aux dernières élections municipales - et soutenu par la présidente de région Valérie Pécresse - relève d'un curieux sens de l'investigation.

Nos engagements

Nos associations ne céderont ni aux clichés ni au mépris parisien. *Le Queer Lieu*, *Saint-Denis LGBTQI+* et les personnes queer de Seine-Saint-Denis incarnent une communauté bien vivante, populaire et profondément enracinée dans son territoire, loin des idées préconçues véhiculées dans ce « Carnet de Campagne ». Non, nous ne sommes pas en danger à Saint-Denis plus qu'ailleurs, ni du fait de nos identités, ni du fait d'un soi-disant islamisme rampant. Nous continuerons à porter nos luttes et exigeons le respect qui est dû à notre ville et à nos personnes.

Paroles de participantes

Le témoignage de Juliette

Déçue, piégée et trahie

Au cœur de l'été, des ami·e·s m'ont proposé de participer à une interview pour le magazine *Têtu* sur le thème des politiques locales à l'approche des élections présidentielles. Les journalistes sont charmants et déclarent même leur agréable surprise à la visite de cette ville pourtant malmenée par les médias. Je me sens en confiance et je réponds naturellement et sincèrement à toutes leurs questions.

J'ai hâte que l'article sorte : enfin, je vais pouvoir lire dans la presse une description de ma ville qui sorte des clichés de violence et de misère. Dire que je suis tombée de haut serait un doux euphémisme.

Je ne vais reprendre ici que les passages qui me concernent et qui, à mes yeux, déforment, tronquent ou sortent de leur contexte mes propos.

Avant que l'article ne parle de moi, il évoque un couple de femmes qui expriment leur désir de quitter Saint-Denis (tout en aimant beaucoup Saint-Denis. Bref). « Juliette aussi s'interroge sur le lieu dans lequel grandissent ses enfants. »

Alors, pas du tout. Je suis très heureuse que mes enfants grandissent à Saint-Denis, ville populaire, certes, mais aussi ville-monde, ville d'histoire et d'art où les activités foisonnent et où la bienveillance est partout.

Je suis, et ça, c'est vrai, « venue à [leur] rencontre avec une feuille noircie de propositions : améliorer les pistes cyclables, les services publics, l'accès à la culture... »

Points de suspension. Points de suspension ! Je les ai saoulés, quoi, avec mes bonnes idées. Mes idées, ma feuille « noircie » (c'est un peu condescendant, mais bon, passons car il y a bien pire dans cet article), on s'en fout.

L'article enchaîne alors sur les violences et les trafics, qui n'étaient pas du tout sur ma petite feuille : c'est simplement que le journaliste m'en a parlé et que moi, polie, j'ai répondu.

Oui, j'ai bien été témoin de violences et de trafics quand j'emmenais mon bébé chez la nounou, mais « récemment », non, pas du tout. J'ai au contraire bien insisté, dans mon interview, sur le fait que j'avais constaté un emballement des violences sous la précédente mairie, il y a cinq ans. Mon enfant a aujourd'hui six ans : cela fait donc plus de trois ans que je ne vais plus dans ce quartier. J'ai aussi dit que j'avais confiance dans les stratégies de désescalade des violences de la mairie actuelle, mais ça, bizarrement, on ne le retrouve pas dans l'article.

Le choix des passages en gras est particulièrement orienté. J'ai longuement parlé de mon soutien indéfectible, de mon respect, de ma confiance, que dis-je, de mon amour pour l'école publique, et surtout pour son arsenal de maîtresses et de profs, fidèles au poste, dynamiques et passionné·e·s.

Le titre de l'article : « Quand il entrera au collège, on partira. »

Ça me brise le cœur.

La mise au point de Laetitia et Andréa

« Ainsi, le projet de départ en province de Laetitia et Andréa, dont le titre de l'article est tiré (« quand il entrera au collège, on partira »), est transformé en fuite de Saint-Denis. »

Nous tenons à rétablir le sens de nos propos. Notre projet de départ s'inscrit dans une réflexion globale sur notre avenir familial et territorial. Nous avons effectivement évoqué, au cours de nos échanges avec le journaliste, notre inquiétude profonde face au manque de moyens désespérant dont souffrent les collèges et les lycées de Saint-Denis. Nous avons parlé de la réalité d'un territoire où les jeunes sont abandonné·es par l'État, où les services publics sont défaillants et où les conditions d'éducation ne sont pas à la hauteur de ce que chaque enfant devrait pouvoir attendre de la République.

Or, dans un magazine queer, le choix de présenter notre projet de départ sans restituer cette dimension politique et sociale produit un contresens particulièrement grave : il laisse entendre que nous ne souhaiterions pas que notre enfant grandisse ou soit scolarisé à Saint-Denis parce que nous sommes une famille queer. Ce n'est pas ce que nous avons dit. Ce n'est pas ce que nous pensons.

Notre inquiétude ne porte pas sur notre place en tant que famille queer à Saint-Denis, mais sur celle des jeunes Dionysien·nes, qui méritent des établissements scolaires dotés de moyens suffisants, un accompagnement digne et un avenir qui ne soit pas déterminé par leur code postal. Réduire notre propos à une supposée fuite identitaire, c'est invisibiliser cette réalité et détourner le sens de notre engagement.

Contacts presse :

- *Le Queer Lieu* : contact@lequeerlieu.fr
- *Saint-Denis LGBTQI+* : saintdenis.lgbtqi@gmail.com